

# LE CAPITALISME CHINOIS OU LES PARADOXES DU FLOU

**L**A PROSPÉRITÉ CHINOISE est une énigme. Voilà une économie qui bat des records – non seulement en termes de croissance mais aussi d'élévation du niveau de vie – tout en présentant des caractéristiques (bureaucratisme, corruption, protectionnisme) jugées habituellement incompatibles avec de tels succès. La méthode la plus usitée pour résoudre ce paradoxe consiste à parler de « capitalisme rouge ». Les réformes auraient permis l'apparition d'une économie capitaliste, mais abandonnée par un État défaillant au contrôle des « cadres communistes ». L'analyse n'est pas loin de la réalité à condition de lui adjoindre plusieurs commentaires. D'abord, le terme de réformes est inapproprié pour caractériser ce qui se passe en Chine. On assiste beaucoup plus à des « changements », parfois radicaux, qu'à une véritable révolution qui viendrait complètement transformer les structures économiques. Deuxième remarque : il n'est plus possible de parler aujourd'hui de « cadres communistes » en raison de la disparition quasi totale des pré-occupations politiques dans les activités des détenteurs de pouvoirs. La dégénérescence des organisations du Parti, notamment dans les campagnes, rend tout aussi caduque l'expression, encore utilisable il y a quelques années, de « cadres du Parti communiste ». En réalité l'économie chinoise est contrôlée par des réseaux formés de détenteurs de pouvoirs (fonctionnaires, membres de gouvernements locaux, responsables du Parti et d'organisations officielles) et de leur clientèle qui n'ont de rouges que les yeux<sup>1</sup>.

21

---

1. Je fais ici référence à l'expression chinoise « maladie des yeux rouges », qui désigne celui qui est frappé d'une cupidité excessive.

Enfin, contrairement à l'impression générale que l'on peut retirer d'un voyage en Chine ou de la lecture de certains ouvrages, la période actuelle ne se caractérise pas par un processus de déliquescence ou d'« absentéisme » de l'État dans les affaires économiques. Les « changements » apportés au fonctionnement de cette économie ont « distendu<sup>2</sup> » et surtout débordé l'État chinois. Loin de diminuer, son rôle s'est accru tout en se déplaçant vers des tâches de préservation de la stabilité sociale et politique et de répartition des privilèges économiques.

22 Pour donner une vision à peu près complète des ressorts du succès de l'économie chinoise il faut aussi tenir compte de l'impact du contexte extérieur et plus spécifiquement régional dans lequel elle s'insère. Les caractéristiques du capitalisme qui se développe dans la zone ainsi que l'imaginaire de la Chine qui règne dans les milieux d'affaires expliquent en quoi le processus dit des réformes a pu permettre une intégration de ce pays à l'économie mondiale.

## UN CAPITALISME FLOU

Derrière la complexité de l'histoire de la période dite « de réformes et d'ouverture » se profile un mouvement général de relâchement de la contrainte étatique sur l'économie. Peu de véritables réformes ou, plus exactement, peu de réformes réalisées, peu de lois ou, plus exactement, peu de lois appliquées. La politique menée par Deng Xiaoping a surtout consisté à donner une large latitude aux dynamiques sociales dans les activités économiques. Dans les premières années du postmaoïsme, lorsque les autorités ont tenté de lancer des réformes de fond, elles ont dû reculer devant les réactions négatives et la résistance passive, mais efficace, des intéressés. Depuis la fin des années quatre-vingt, les dossiers épineux et pourtant urgents, comme la réforme de l'emploi public<sup>3</sup> ou la réforme des structures agraires traditionnelles<sup>4</sup>, ne sont plus abor-

2. Yves Chevrier, « L'Empire distendu : esquisse du politique en Chine des Qing à Deng Xiaoping », in Jean-François Bayart (dir.), *La Greffe de l'État*, Paris, Karthala, 1996, p. 263-395.

3. Les entreprises publiques, totalement inadaptées aux contraintes de la concurrence, constituent un fardeau considérable pour le budget. Néanmoins, les 120 millions de travailleurs de ces entreprises représentent un tel danger politique que la question de la liquidation du secteur est soigneusement évitée. Cela n'empêche pas les fermetures d'usine et les licenciements de se poursuivre, mais au coup par coup et sans politique d'ensemble. Voir Jean-Louis Rocca, « L'entreprise, l'entrepreneur et le cadre. Une approche de l'économie chinoise », *Les Études du CERI*, n° 14, avril 1996, 38 p.

4. La décollectivisation des terres est un phénomène qui tient plus au relâchement de la contrainte étatique qu'à une véritable décision politique. A la fin des années soixante-dix, les

dés de front pour des raisons qui tiennent à la fois à la recherche de l'efficacité économique et aux risques d'instabilité sociale et politique.

Ce qu'il faut remarquer ici, c'est à la fois l'enthousiasme avec lequel les dynamiques sociales ont répondu à l'appel et la façon dont elles se sont exprimées : en n'attribuant qu'un faible rôle aux initiatives individuelles. Que l'on s'intéresse au PIB, à la production industrielle ou à l'emploi, la part de l'économie privée ne dépasse guère les 10 %<sup>5</sup>. Le secteur économique le plus dynamique est celui des entreprises collectives créées par les autorités locales ou par des entreprises publiques. Les raisons de leur succès sont simples. Elles échappent aux contraintes de l'emploi public<sup>6</sup>, peuvent facilement changer d'activité en raison de leur petite taille et profitent de leur intrication avec les autorités locales. Comme celles-ci ont bénéficié depuis une dizaine d'années d'une politique de déconcentration leur donnant d'importantes prérogatives en matière économique et financière<sup>7</sup>, elles sont en mesure de favoriser les entreprises qu'elles ont créées ou qui sont sous leur juridiction. Grâce aux protections, les financements sont aisés, la main-d'œuvre est facile à trouver et les recommandations officielles permettent d'obtenir des marchés.

23

Le secteur privé lui-même est traversé par l'impératif collectif,

---

paysans et certaines autorités locales ont profité des atermoiements du pouvoir central pour introduire des pratiques jugées plus productives. Voir Daniel Kelliher, *Peasant Power in China. The Era of Rural Reform, 1979-1989*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1992.

5. Certes, depuis la décollectivisation, la production agricole peut être considérée comme privatisée, mais la commercialisation des produits agricoles continue à être contrôlée par les structures étatiques ou collectives (coopératives notamment). Sur le secteur privé, voir Ole Bruun, *Business and Bureaucracy in a Chinese City: An Ethnography of Private Business Households in Contemporary China*, Berkeley, Center for Chinese Studies, Institute of East Asian Studies, 1993 ; Ole Odgaard, *Private Enterprises in Rural China. Impact on Agriculture and Social Stratification*, Aldershot, Avebury, 1992 ; Susan Young, « Wealth but not Security : Attitudes towards Private Business in China in the 1980s », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 25, 1991, p. 115-137.

6. Les travailleurs des entreprises publiques, en tant qu'avant-garde du socialisme, profitent d'avantages sociaux considérables qui commencent seulement à être remis en cause. Sur les entreprises collectives, voir Samuel P. S. Ho, *Rural China in Transition. Non-Agricultural Development in Rural Jiangsu, 1978-1990*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

7. Ici aussi il s'agit plus de relâchement de la contrainte que de réformes. Ainsi, il n'existe toujours pas de véritable fiscalité en Chine. Les impôts continuent à être perçus et répartis à travers tout un jeu de négociations, d'échanges et de soutien financier déguisé qui attribue une place essentielle à l'arbitraire. Voir Jean C. Oi, *Rural China Takes off: Incentives for Industrialization*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1996 ; *id.*, « Fiscal Reform and the Economic Foundations of Local State Corporatism in China », *World Politics*, n° 45, octobre 1992, p. 99-126.

moins par souci d'empêcher une accumulation privée que d'en limiter l'ampleur et de profiter de ses bienfaits. La plupart des entreprises privées doivent verser des pots-de-vin aux cadres, leur faire une place dans leur capital ou employer leurs enfants<sup>8</sup>. C'est le cas à Wenzhou, la prétendue Mecque du capitalisme privé, dont le succès s'explique en réalité par une intégration des sphères commerçantes et bureaucratiques<sup>9</sup>. Mais l'avidité n'est pas le fait des seuls détenteurs de pouvoirs. La population n'est pas la dernière à vouloir profiter des dynamiques individuelles. Dans les villages, l'entrepreneur local doit faire des dons (pour la réparation du temple ou de l'école), et employer en priorité des gens du cru. Dans les villes, les migrants qui veulent s'installer comme tailleur ou commerçant doivent verser des contributions volontaires au comité de résidents, organe représentatif des habitants du quartier.

24

L'économie chinoise n'assigne qu'un rôle limité au marché. C'est évidemment dans le commerce international que ce phénomène est le mieux perçu<sup>10</sup> mais il est tout aussi net à l'intérieur du pays. Pour beaucoup de produits, le marché est limité à un espace local et protégé par un certain nombre de barrières, illégales mais efficaces. Dans d'autres cas le marché existe mais il est « doublé » ou « complété » par la contrainte des relations personnelles. On achète et l'on vend à des gens que l'on connaît. Malgré les apparences, il n'y a rien d'archaïque dans ces pratiques. En raison du manque d'expérience des opérateurs et afin d'éviter les escrocs qui foisonnent, on préfère souvent s'appuyer sur les relations plutôt que sur les prix, à condition bien sûr, et c'est un changement de taille, que ceux-ci ne soient pas excessifs.

Le chevauchement entre pouvoir politique et pouvoir économique est tout aussi patent dans le domaine financier. Le relâchement a donné aux bureaucrates toute latitude pour devenir les véritables maîtres des finances. Malgré les réformes annoncées, qui devaient obliger les banques à fonctionner sur des bases purement marchandes, les prêts continuent à être délivrés en fonction des positions des emprunteurs sur l'échelle du pouvoir et dans une perspective de profit à court terme. Les organismes financiers n'ont que très peu de recours pour contraindre les

---

8. Ole Bruun, *op. cit.* ; Jean-Louis Rocca, « L'État entre chiens et loups. Résistance anti-taxes et racket fiscal en Chine populaire », *Études chinoises*, vol. XI, n° 2, automne 1992, p. 77-140.

9. Liu Yia-ling, « Reform from Below : The Private Economy and Local Politics in the Rural Industry of Wenzhou », *The China Quarterly*, n° 130, juin 1992, p. 293-316.

10. La Chine reste un pays très protectionniste malgré certaines mesures récentes destinées à faciliter son entrée à l'OMC.

clients, tous plus ou moins liés à la bureaucratie, à rembourser. Ces pratiques se doublent d'une « informalisation » grandissante des circuits financiers. On assiste depuis quelques années à une croissance très importante des fonds extrabudgétaires dégagés par les autorités régionales. Des impôts locaux aux taxes arbitraires, il existe aujourd'hui toute une fiscalité parallèle particulièrement active. La police rackette les conducteurs de véhicules, les administrations font preuve d'une imagination débordante pour inventer toutes sortes de prélèvements. Les entreprises elles-mêmes constituent des caisses noires (*xiao jinkun*, littéralement « petits trésors ») où sont amassés les fruits d'activités illégales diverses et variées (évasion fiscale, trafic, racket, profits tirés des capitaux clandestinement sortis du pays puis réinvestis dans des zones économiques spéciales, spéculation immobilière, etc.). La finance parallèle n'est pas pour autant un secteur déconnecté du reste de l'économie « réelle ». En fait, ceux qui opèrent dans les secteurs informels sont, eux, tout à fait « formalisés ». Il s'agit de responsables d'entreprises publiques officiellement en déficit mais très actives dans la spéculation, d'administrations qui se « diversifient » dans les affaires, ou encore des rejets de hauts cadres du Parti créant des empires financiers sur les places boursières de la région.

25

Les acteurs économiques chinois flirtent parfois de manière encore plus précise avec l'économie criminelle. Dans certaines villes, la police contrôle les lieux de plaisir. L'armée et les douanes ont la haute main sur la contrebande et sur certaines filières du commerce de la drogue. La marine est régulièrement accusée d'actes de piraterie à l'encontre de navires marchands. De manière plus générale, la plupart des administrations s'adonnent à des activités commerciales, boursières ou spéculatives au cours desquelles la « ligne jaune » du délit est souvent franchie<sup>11</sup>.

## UN CAPITALISME PARTICULARISÉ

Le capitalisme chinois se caractérise donc par un chevauchement continu entre le public et le privé, le politique et l'économique, le formel et

---

11. Sur ces questions voir Jean-Louis Rocca, « Corruption and its Shadow: An Anthropological View of Corruption in China », *The China Quarterly*, n° 130, juin 1992, p. 401-416 ; *id.* (textes rassemblés par), « Essor économique et pouvoir politique », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 736, 7 octobre 1994, Paris, La Documentation française ; *id.*, « La confusion des devoirs. Corruption et bureaucrates en Chine à la fin de l'Empire et dans les années 1980 », *Revue française de sciences politiques*, vol. 44, n° 4, août 1994, p. 647-665.

l'informel, le légal et l'illégal, mais aussi par une prépondérance des intérêts particularistes. L'« économie morale » traditionnelle qui met au premier rang la nécessaire reproduction de l'ensemble des membres du village, ainsi que la primauté du collectif (ici aussi le village mais également le quartier et l'entreprise) imposée par le pouvoir durant une trentaine d'années ont conduit logiquement autorités et population à penser le développement économique en termes de destin collectif plus que de dynamiques individuelles. Ce sont des groupes d'intérêt, parfois territorialisés (village, entreprise), parfois naturels (famille), parfois bureaucratiques (branches industrielles, administrations), parfois affinitaires (amitiés militaires ou « rebelles » comme dans le cas des anciens Gardes rouges), qui constituent les vecteurs essentiels de la vie économique actuelle.

26 Le corollaire de cette particularisation est la mise en place de procédures de protection. On dresse des barrières douanières illégales pour protéger les marchés locaux. On hiérarchise les emplois en fonction de l'origine de la main-d'œuvre. Les meilleurs postes aux gens du cru et aux familiers des « patrons » des réseaux. Les pires tâches aux « étrangers » qui sont les principales victimes du capitalisme sauvage qui sévit dans les zones les plus dynamiques du sud du pays.

Ce protectionnisme a conduit à de nombreuses impasses – multiplication de projets économiques redondants, atomisation des marchés et fragilisation des entreprises – mais il a aussi contribué à la prospérité économique actuelle. Prospérité très inégalitaire bien sûr. Les régions les mieux placées dominant l'économie chinoise tandis que les autres n'ont guère à offrir que leur main-d'œuvre. Les patrons des réseaux disposent de l'essentiel du bénéfice des opérations tandis que les clients n'en tirent que des miettes. Néanmoins, la contrainte collective donne au principe de redistribution une place de choix dans la logique des structures particularistes. La répartition des bénéfices accumulés dans le cadre de l'économie floue irrigue les différents niveaux de l'échelle sociale. Le fonctionnaire trop gourmand ou le responsable d'entreprise qui ne redistribue pas et accumule à *titre privé* sont des victimes toutes désignées pour les campagnes anticorruption. Car la puissance des détenteurs de pouvoirs est telle qu'ils ne sont inquiétés que dans le cas où clientèle et patron les abandonnent.

Ce qui évite à l'économie chinoise de devenir une économie mafieuse et prédatrice, c'est l'existence de ce principe de redistribution mais aussi la multiplicité des réseaux. Le premier phénomène limite la concentration de la puissance financière. Le deuxième permet d'inclure une large fraction de la population et d'offrir aux individus une possibilité de jouer

sur plusieurs tableaux. En règle générale, on n'appartient pas à un seul réseau mais à plusieurs groupes, ce qui permet duplicité, changement d'allégeance et trahison. Cette situation n'est pas seulement le produit de l'ouverture qui aurait introduit des comportements « individualisés » propres à la culture occidentale, elle tient surtout à l'accumulation de strates culturelles différentes (traditionnelles, diasporiques, socialo-bureaucratiques, modernes) que les individus peuvent utiliser tour à tour.

Sur le plan politique, le capitalisme particularisé s'accompagne d'un changement notable dans les relations entre pouvoir et population. Le relâchement des contraintes étatiques introduit une espèce de face-à-face entre les cadres et la population. Les premiers doivent tenir compte de l'apparition d'un espace public embryonnaire<sup>12</sup>. Si la prédation est acceptée, la population exige néanmoins que les autorités assurent un certain niveau de prospérité et une certaine redistribution. Certes, dans la plupart des cas, les cadres ruraux continuent à se comporter comme des « tyrans locaux », mais la montée en puissance de la contestation dans les campagnes chinoises<sup>13</sup> montre que les cadres excessivement prédateurs ne sont plus à l'abri de la vindicte populaire. Il est essentiel pour eux de maintenir un certain consensus local<sup>14</sup> s'ils veulent préserver la stabilité sociale indispensable à la poursuite de leurs ambitions affairistes<sup>15</sup>.

27

## UN ÉTAT DÉBORDÉ MAIS CENTRAL

Contrairement à ce que l'on pourrait légitimement penser, le relâchement de la contrainte étatique n'a pas conduit à un effacement du gouvernement central. Au contraire, le centre semble plutôt débordé par les responsabilités. Il occupe une position affaiblie en raison de la politique de déconcentration menée depuis une dizaine d'années, mais cette déconcentration même lui confère une primauté paradoxale dans le domaine économique. C'est lui qui détermine indirectement l'ampleur de la prospérité en fonction des privilèges accordés aux uns et aux autres.

---

12. Cet espace public se construit à travers l'accès à la presse mais aussi grâce à l'activité des migrants qui, revenus au pays, informent leurs concitoyens sur l'existence de lois, de règlements et de mesures politiques rarement rendus publics par les bureaucrates locaux.

13. Voir Jean-Louis Rocca, « Democracy and Status in Chinese Workers and Peasants Protest », communication au colloque « Les représentations de la démocratie en Asie », 16 et 17 décembre 1996.

14. D'où les mesures protectionnistes qui sont souvent très populaires.

15. Ainsi, une partie de l'argent des « petits trésors » est parfois réinvestie dans des équipements collectifs.

Le succès des zones économiques spéciales, de la région de Shanghai ou des zones de développement tient grandement aux décisions prises en haut lieu de favoriser certaines régions au détriment d'autres. Parmi les entreprises les plus florissantes on trouve des groupes industriels publics à qui de multiples privilèges (fiscaux, financiers, commerciaux ou en termes de diversification internationale) ont été accordés. Pékin est devenu le grand dispensateur d'avantages comparatifs, le pivot autour duquel tournent les appétits des régions et des réseaux. Si les autorités locales peuvent ignorer le centre, le degré d'ignorance a des limites et, à plusieurs reprises, des dirigeants régionaux ont été sanctionnés pour n'avoir pas respecté un minimum de discipline.

28

Le centre est aussi garant de la stabilité sociale et de l'articulation avec l'extérieur. Sur le plan intérieur, le budget a une vertu stabilisatrice essentielle en permettant de subventionner les revenus urbains et de financer les déficits des entreprises publiques. Le gouvernement central joue aussi les pompiers en trouvant l'argent nécessaire et l'autorité indispensable pour mettre fin aux conflits sociaux les plus pressants, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Ces tâches constituent l'envers de la « non-réforme ». En privilégiant le relâchement sur la réforme, Pékin contourne les problèmes et satisfait les besoins mais il doit aussi colmater les brèches que le capitalisme du chevauchement fait apparaître.

Dans l'articulation avec les autres économies, son rôle est tout aussi essentiel. Le gouvernement central doit adapter l'informalité des pratiques économiques aux contraintes formelles des échanges extérieurs. Dans le cadre des négociations pour l'entrée de la Chine à l'OMC, il s'agit d'obtenir le maximum de concessions contre l'ouverture du marché chinois. Dans le dossier de la contrefaçon, une spécialité de l'industrie chinoise, le gouvernement doit convaincre ses partenaires de sa volonté, toute théorique tant les tentations sont grandes, de lutter contre le pillage des marques étrangères. Pékin se doit aussi de « vendre » efficacement le pays aux investisseurs étrangers en limitant le coût de la main-d'œuvre ou en jouant des relations diplomatiques.

Il semble que les différents acteurs locaux, économiques (hommes d'affaires) ou politiques (cadres) soient de plus en plus conscients de l'importance de ce gouvernement à la fois débordé par les tâches et déterminant dans ses décisions stratégiques. Ainsi, si les changements de personnel dans les provinces n'ont pas mis fin au particularisme, ils n'ont pas donné naissance à des troubles ni à de véritables oppositions. En fin de compte, on a un peu l'impression que c'est l'existence d'un

État minimal qui permet la poursuite des intérêts particuliers.

## L'IMPORTANCE DE L'OUVERTURE RÉGIONALE

La réussite de l'économie chinoise s'explique aussi par l'adéquation de ses caractéristiques aux réalités du capitalisme de la région. L'importance du capitalisme financier permet à la Chine d'entrer dans l'économie régionale sans entrer dans l'ère des réformes fondamentales et déstabilisantes. La vogue occidentale pour les marchés asiatiques (la Chine « marché du siècle » et « grande puissance du XXI<sup>e</sup> siècle ») contribue au financement des bulles spéculatives dans l'immobilier. Dans ce domaine le gouvernement possède une espèce de rente qu'il exploite assez habilement. Le rôle central joué par la diaspora chinoise dans les économies d'Asie du Sud-Est et le fort degré d'informalité des relations qui prévaut dans ce milieu ont permis une ouverture spectaculaire dans la zone Pacifique. De plus, dans la plupart des pays de la région, affaires et politique sont liées d'une manière inextricable. Les opérateurs chinois ne peuvent que trouver leur compte et leurs repères dans ce mélange des genres. L'alliance pour l'instant réussie entre les milieux d'affaires de Hong Kong et la haute bureaucratie de la Chine continentale est tout à fait symptomatique de cette primauté de l'affairisme et du chevauchement dans les pratiques économiques du monde chinois.

29

L'ouverture de la Chine a aussi coïncidé avec un redéploiement de la structure des économies développées de la région. L'augmentation du coût de la main-d'œuvre et du prix des terrains ainsi que les nouvelles contraintes écologiques ont conduit un certain nombre d'opérateurs industriels (de Hong Kong, de Taiwan et, plus marginalement, du Japon) à délocaliser leurs équipements en Chine, participant ainsi à la prospérité des zones côtières<sup>16</sup>.

## LE CAPITALISME CHINOIS : ENTRE MÉMOIRE ET EMPRUNT

Le capitalisme qui s'installe en Chine est donc loin du capitalisme structuré, organisé, intégrateur de l'époque (et de la théorie) classique. Il semble que l'économie chinoise ait, pour ainsi dire, « sauté une étape », évitant

---

16. Sur ces questions voir le numéro spécial de la revue *Tiers-monde*, « La Chine après Deng », t. XXXVII, n° 147, juillet-septembre 1996.

de s'attarder à la construction d'une industrie moderne, d'un État « constructeur de la société », pour plonger directement dans l'âge du capital financier et des grandes manœuvres politico-économico-criminelles.

Au lieu de contribuer à une intégration économique, les opérateurs semblent jouer des différences structurelles entre les régions et les secteurs. Loin d'être formalisées, les distinctions entre privé et public, officiel et officieux, rationalité économique et logique politique, légal et illégal sont jalousement gardées dans le flou.

30 Dans ce jeu complexe, tout ne vient pas des influences extérieures et de la fantastique adaptabilité des « Chinois ». La Chine a sa propre mémoire capitaliste. Les régions les plus dynamiques ont une tradition commerçante très ancienne. L'exploitation capitaliste a toujours eu droit de cité même à l'époque maoïste, lorsque la paysannerie et les ouvriers des entreprises collectives travaillaient dans des conditions sans comparaison aucune avec celles de la classe privilégiée des ouvriers d'État. L'extraction du surplus était d'origine étatique mais, pour les victimes, le résultat était le même. De même, l'avidité des cadres ne date pas d'aujourd'hui mais de l'époque où les privilèges (et le degré de corruption légitime) étaient distribués en fonction du niveau dans la hiérarchie.

Autrement dit, le relâchement a permis aux différents acteurs de puiser dans une panoplie de comportements mémorisés ou bien vivants qui se sont révélés adaptés aux réalités du moment. En est donc sorti un capitalisme du profit immédiat qui a, jusque-là, rempli la plupart des attentes. La question est évidemment de savoir si, à l'avenir, les tensions suscitées par les non-réformes ou... par les réformes ne remettront pas en cause ces succès.

## R É S U M É

---

*C'est moins la réforme des structures que le relâchement des contraintes étatiques qui caractérise l'économie chinoise de cette fin de siècle. A la faveur de ce relâchement, ce sont des réseaux qui ont pris le contrôle des circuits économiques dans lesquels les distinctions entre public et privé, économie et politique, légal et illégal sont soigneusement gardées dans le flou. Néanmoins, l'existence d'un principe de redistribution et le rôle affaibli mais central de*

---

*l'État limitent les conséquences déstabilisatrices de ce capitalisme à la chinoise.*